

RAFAL Actu



RAFAL Actu

---

Juillet 2014

---

Bulletin d'information du Réseau africain francophone sur les armes légères, la prévention des conflits et la construction de la paix

Chers lecteurs, chers membres du RAFAL,

Voici les nouvelles du RAFAL de ces mois de mai et juin.

N'hésitez pas à l'enrichir des activités menées par votre association ainsi que de toute actualité sur les armes légères ou la prévention des conflits dans votre pays.

Nous vous souhaitons bonne lecture, dans l'attente de vous lire.

Cordialement,

L'équipe du GRIP

---

## ACTUALITÉS DES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE (ALPC)

---



### Lutte contre la prolifération des ALPC: Associer les communautés locales aux efforts internationaux

Le siège de l'ONU à New York a accueilli, du 16 au 20 juin, la 5e réunion bisannuelle des États devant évaluer la mise en œuvre du Programme d'action des Nations Unies sur les armes légères et de petit calibre (ALPC). Cette réunion devait permettre de faire le point sur l'application du Traité sur le commerce des armes, adopté en 2013 par l'Assemblée générale de l'ONU et ayant ouvert la voie au lancement d'initiatives régionales dans la Corne de l'Afrique et la région des Grands lacs...



### Centrafrique : armes en solde

Selon Jeune Afrique, une des causes expliquant l'insécurité en République centrafricaine serait le prix extrêmement bas des armes. En effet, d'après l'hebdomadaire de Paris, une petite grenade de fabrication chinoise coûterait la somme dérisoire de 200 francs CFA (ou 0,30 euro/0,35 dollar). Un pistolet 9 mm, chinois lui aussi, se vendrait entre 5 000 et 10 000 F CFA et un pistolet-mitrailleur AK 47, 20 000 F CFA...



### 465 armes à feu, 4 948 munitions récoltées à Bunia (RDC)

Le PNUD-RDC communique que, dans le cadre d'une opération de désarmement civil volontaire (DCV), 465 armes à feu et 4 948 munitions ont été récoltées à Bunia et ses environs, dans le district de l'Ituri de la Province orientale de RDC. L'opération lancée le 11 mars et effectuée en partenariat avec la Commission nationale de contrôle sur les ALPC et sur la réduction de la violence armée est maintenant en train de s'étendre à d'autres localités de l'Ituri...



### Réunion d'experts africains dans le cadre de la lutte contre la prolifération des ALPC

Le 3e sommet international de la Commission de pilotage Armes légères et de petit calibre – Désarmement, démobilisation, réintégration (ALPC-DDR) de l'Union Africaine (UA) a eu lieu à Nairobi ce 14 mai. Il vise à renforcer la coordination africaine en matière de lutte contre la prolifération des ALPC sur le continent. En plus d'experts issus des différents Etats-membres de l'UA, un grand nombre de représentants des organisations régionales du continent étaient présents...



### Lancement d'un programme de marquage des armes en Sierra Leone

La Commission nationale sierra-léonaise sur les armes légères (SLeNCSA) a lancé, au début avril, un programme d'informatisation et de marquage des armes en Sierra Leone, avec le soutien de l'ONG britannique Action on Armed Violence (AOAV). Cette

démarche s'inscrit dans le cadre des termes de la convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre et d'une loi nationale sur les armes et munitions, adoptée en 2012...



### Mieux contrôler les ALPC en Afrique centrale et orientale

A l'occasion du 5e sommet ministériel organisé par le Centre régional sur les armes légères dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes (RECSA), qui s'est déroulé à Nairobi le 29 avril, plusieurs ministres ont insisté sur l'importance de lutter contre les trafics transfrontaliers d'armes légères et de petit calibre...

---

## ACTIVITÉS DES MEMBRES

---



### Enfants-soldats : un rapport à contre-courant

Lebon Mulimbi, chercheur et coordinateur de l'APDHU, asbl basée au Sud-Kivu (RDC), nous a fait parvenir un intéressant rapport, fruit d'une longue expérience de terrain, remettant en question quelques idées reçues sur les enfants-soldats et leur processus de réintégration dans la vie civile. En effet, bien souvent, les jeunes revenus à la vie civile après avoir participé à un groupe armé refusent l'étiquette de « victimes » qu'on veut leur accoler...



### Burundi: Atelier de formation des femmes sur la réforme du secteur de la sécurité

Du 7 au 9 mai, le Mécanisme pour l'Initiative de la Recherche de la Paix et le Développement (MI-RPD) a organisé un atelier de formation à Bujumbura, avec le soutien du Bureau des Nations unies au Burundi. Regroupant 36 femmes issues de différents services de sécurité, ainsi que des membres de la société civile, cet atelier avait pour objectif de sensibiliser les participantes aux définitions de la Réforme du secteur de Sécurité...



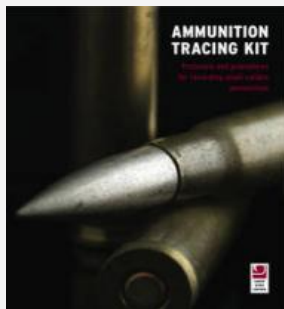
### La CPI en question

L'ONG Actions des Chrétiens pour la promotion de la Paix et du Développement (ACPD), membre du RAFAL de RDC, publie une note d'analyse critique sur la Cour pénale internationale. Tout en saluant l'existence de cette cour et en appelant les Etats qui ne l'ont pas encore fait à ratifier le Statut de Rome qui l'a créée, l'ACPD regrette la propension de la CPI à n'inculper que des Africains et s'interroge sur sa dépendance envers les grandes puissances et ses bailleurs de fonds...

---

## **PUBLICATIONS RÉCENTES**

---



### Small Arms Survey trace les armes et munitions au Soudan et au Soudan du Sud

Un rapport que vient de publier Small Arms Survey (mai 2014) met en évidence le rôle de fournisseur d'armes du Soudan aux groupes insurgés du Soudan du Sud

depuis l'indépendance du pays en 2011. Selon Jonah Leff, coauteur du rapport, ces livraisons d'armes en provenance du Nord ont aidé au ravitaillement des groupes rebelles comme la White Army et la Nuer youth qui luttent contre le gouvernement central du Soudan du Sud du président Salva Kiir...



### Le traçage des armes sur les lieux de conflits: leçons et perspectives

Au cours des deux dernières décennies, une attention et des ressources croissantes ont été consacrées au traçage des armes illicites dans les zones de conflit. Ce document souligne l'importance de cette discipline et la valeur de l'information fondée sur des preuves qu'il génère, non seulement afin d'identifier les entités impliquées dans des violations des sanctions internationales, mais aussi afin d'améliorer la compréhension de la dynamique des conflits.



### Boko Haram : le Nord-Cameroun dans la tourmente ?

Depuis plusieurs années, le gouvernement nigérian se heurte aux violences répétées du groupe islamiste Boko Haram dans le nord du pays et plus précisément dans l'État du Borno, fief historique de la secte. Chassés par une vaste répression gouvernementale en 2009, de nombreux combattants de Boko Haram sont revenus en 2010 sur le sol national, formés et entraînés au combat selon les méthodes qaïdistes acquises lors de leur exil dans les régions voisines et en Somalie...



### Boko Haram : un an sous état d'urgence

Un an après avoir décrété l'état d'urgence dans le nord-est du pays, les autorités nigérianes ne sont toujours pas venues à bout du groupe islamiste Boko Haram. Au contraire, le conflit – surmédiatisé depuis l'enlèvement spectaculaire de plus de 200 lycéennes à Chibok – est devenu plus meurtrier que jamais, avec plus de 2 000 victimes depuis le début de l'année. Pire, le groupe semble étendre son théâtre d'opération, laissant craindre une contagion des violences aussi bien dans le centre du Nigeria que dans les pays voisins...



### Sécurité maritime : vers l'élaboration d'une stratégie européenne

La sécurité maritime fait partie intégrante de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'Union européenne. Il aura fallu attendre le lancement de l'opération Atalanta, en décembre 2008, pour que l'instrument PSDC prenne explicitement en charge une mission de contre-piraterie dans la Corne de l'Afrique. Compte tenu du succès de cette opération et de l'importance que revêtent les couloirs maritimes pour l'économie européenne, il était attendu que l'UE échafaude une Stratégie européenne de sécurité maritime...

Cette publication est réalisée dans le cadre des projets du GRIP sur les armes légères, la prévention des conflits et la construction de la paix en Afrique, avec le soutien du Ministère de la Communauté française de Belgique et du Ministère des Affaires étrangères du Luxembourg.

RAFAL – Chaussée de Louvain, 467  
B - 1030 Bruxelles  
Tél.: (32.2) 241.84.20  
Fax: (32.2) 245.19.33  
Courriel : m.luntumbue@grip.org  
Internet : <http://www.reseau-rafal.org>  
Ed. resp.: Luc Mampaey

*Copyright © 2014 GRIP, All rights reserved.*